

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**Travaux de sécurisation d'une falaise**

**Travaux de sécurisation d'une falaise**

Marché n°251000146

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**IFREMER**

**Zone industrielle de la Pointe du Diable**

**1625 route de Sainte Anne**

**29280 Plouzané**

**Procédure : procédure adaptée conformément à l'article L2123-1 du Code de la commande publique**

**Clauses générales applicables : cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux - Arrêté du 30 mars 2021**

## Table des matières

<b>1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>4</b>
<b>3. DURÉE DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>4. PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
4.1. Type de prix .....	4
4.2. Contenu du prix .....	5
4.3. Variation du prix .....	5
<b>5. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS.....</b>	<b>6</b>
5.1. Monnaie.....	6
5.2. Avance.....	6
5.3. Acomptes mensuels et solde.....	6
5.4. Délai global de paiement.....	6
5.5. Présentation des demandes de paiement.....	6
<b>6. DÉLAI D'EXECUTION.....</b>	<b>7</b>
<b>7. PENALITÉS .....</b>	<b>7</b>
7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	7
7.2. Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis.....	8
7.3. Pénalités pour retard dans la levée des réserves .....	8
7.4. Pénalités pour infractions aux prescriptions de chantier.....	8
7.5. Pénalités pour absence aux réunions .....	8
7.6. Pénalité relative à l'exécution sociale du marché .....	8
<b>8. CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>8</b>
8.1. Suivi du marché.....	8
8.2. Echanges.....	9
8.3. Identification du personnel du titulaire .....	10
8.4. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail .....	10
8.5. Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption .....	10
8.6. Devoir de conseil .....	11
8.7. Cotraitance.....	11
8.8. Sous-traitance.....	11
8.9. Clause environnementale .....	12

<b>9. CONDITION D'EXÉCUTION SOCIALE DU MARCHÉ .....</b>	<b>12</b>
<b>9.1. Publics éligibles.....</b>	<b>12</b>
<b>9.2. Conditions d'exécution .....</b>	<b>13</b>
<b>9.3. Intervention du facilitateur .....</b>	<b>14</b>
<b>10.RÉCEPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>14</b>
<b>11.GARANTIES .....</b>	<b>14</b>
<b>12.MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ.....</b>	<b>15</b>
<b>12.1. Augmentation du montant des travaux.....</b>	<b>15</b>
<b>12.2. Modification du marché.....</b>	<b>15</b>
<b>12.3. Avenant de transfert.....</b>	<b>15</b>
<b>13.MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE .....</b>	<b>15</b>
<b>14.RÉSILIATION.....</b>	<b>15</b>
<b>15.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS .....</b>	<b>15</b>
<b>16.RÈGLEMENT DES LITIGES.....</b>	<b>16</b>
<b>17.DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>16</b>

## 1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'exécution de travaux de sécurisation de la falaise située au droit du site d'essais de Sainte-Anne du Portzic, sur la commune de Plouzané (29).

Les prestations sont décrites au cahier des clauses techniques particulières.

Les prestations du marché étant homogènes, ce dernier ne fait pas l'objet d'un allotissement.

Le marché est conclu à **prix global et forfaitaire**.

## 2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des pièces suivantes, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant, qui, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières ;
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-Travaux) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (notamment le fascicule n°2, fascicule N°4 (titre IV), fascicule n°56 et fascicule n°65), approuvé par arrêté du 7 octobre 2021 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

Le CCAG-Travaux est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

## 3. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa notification. Il prend fin à l'échéance de la période de garantie des prestations réalisées.

## 4. PRIX DU MARCHÉ

### 4.1. Type de prix

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est fixé à l'acte d'engagement.

## 4.2. Contenu du prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché, notamment :

- Les documents à fournir ;
- L'installation de chantier ;
- Les fournitures et mise en œuvre des matériels décrits,
- La gestion des déchets ;
- Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux ;
- La participation aux réunions de chantier hebdomadaires ;
- Les frais d'assurances ;
- Les frais de coordination.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

## 4.3. Variation du prix

Le prix du marché est **ferme**.

Il est **actualisable** si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de remise de l'offre (mois M0 d'établissement du prix) et la date de début d'exécution des prestations. Le début d'exécution des prestations correspond à la notification du marché.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

La formule d'actualisation est la suivante :

$$P = P0 \times 0.15 + 0,85 \text{ (IndiceVR / IndiceV0)}$$

Dans laquelle :

- P0 est le prix d'origine à mettre à jour
- P est la valeur mise à jour du prix P0
- Indice VR est la dernière valeur de l'indice connue à la date d'actualisation du prix.
- IndiceV0 est la valeur de l'indice au mois M0 d'établissement du prix P0

L'indice utilisé est l'index TP01 – Index général tous travaux (identifiant 001711007), publié par l'INSEE.

Le prix actualisé du marché ne pourra évoluer de plus de **5%** par rapport au prix initial.



## 5. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS

### 5.1. Monnaie

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

### 5.2. Avance

Le titulaire peut bénéficier d'une avance d'un montant égal à **10%** du montant toutes taxes comprises du marché, qu'importe la durée d'exécution des prestations.

Cette avance est diminuée, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification du marché. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant du marché toutes taxes comprises.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 20 %.

### 5.3. Acomptes mensuels et solde

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés tel que prévu à l'article 12 du CCAG-Travaux.

### 5.4. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 5.5. Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement des acomptes ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Dénomination
Libellé au nom de l'Ifremer
Adresse de facturation

Identification du tiers
N° SIRET
N° TVA intracommunautaire
N° IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP : n°45...)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)

Les factures non conformes seront retournées au titulaire et le délai global de paiement mentionné sera suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE\_DOM

## 6. DÉLAI D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, **la notification du marché au titulaire vaut ordre de service de démarrage**. Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux, y compris repliement du matériel et nettoyage des lieux.

Le délai d'exécution du marché est fixé à l'acte d'engagement en jours calendaires.

**Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation est fixée à 5 semaines.**

## 7. PENALITÉS

Le présent article complète l'article 19 du CCAG-Travaux.

### 7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Conformément à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai d'exécution indiqué à l'acte d'engagement n'est pas respecté du fait du titulaire, sans qu'une prolongation ait été accordée par l'Ifremer, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière égale à 1/3000ème du montant hors taxe de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard constaté.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1000,00 € H.T.

## 7.2. Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis

En cas de retard dans la remise des plans et documents définis au CCTP et aux articles 29.1 et 40 du CCAG/Travaux, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard s'applique par document.

## 7.3. Pénalités pour retard dans la levée des réserves

En cas de non-respect du délai maximal de levée de réserve, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière égale à 1/3000ème du montant hors taxe de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard constaté.

## 7.4. Pénalités pour infractions aux prescriptions de chantier

En cas d'infractions aux prescriptions de chantier mentionnées au CCTP, notamment à son article 1.4.7 (limitation des nuisances), il sera fait application d'une pénalité de 100€ par infraction.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'ouvrage des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

## 7.5. Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence aux réunions, notamment aux réunions de chantier hebdomadaires, une pénalité forfaitaire de 100 € HT sera appliquée à l'entreprise absente dûment convoquée. L'absence est constituée à partir d'une heure de retard.

## 7.6. Pénalité relative à l'exécution sociale du marché

Si le titulaire ne respecte pas ses engagements dans le cadre de l'exécution de la clause sociale telle que décrite à l'article « condition d'exécution sociale du marché », une pénalité d'un montant de 5% du montant total du marché sera appliquée, après mise en demeure.

# 8. CONDITIONS D'EXECUTION

## 8.1. Suivi du marché

### Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société :

**GEOLITHE**  
12 allée de la Planche Fagline  
35740 PACE



### **Représentant du titulaire**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Durant l'exécution des travaux, le représentant du titulaire veillera à la parfaite réalisation des travaux et sera l'interlocuteur privilégié en cas de problème. Sur convocation du maître d'œuvre, le représentant du titulaire est tenu d'assister aux diverses réunions techniques se déroulant sur le chantier ou d'y déléguer un de ses agents ayant pouvoir de décision.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### **Responsable du projet d'Ifremer**

Le responsable du projet Ifremer est, pour ce marché :

Laurent Thépaut

Service Infrastructures et Moyens Associés (PDG-DGDR-DCB-IMA)

[Laurent.Thepaut@ifremer.fr](mailto:Laurent.Thepaut@ifremer.fr)

02 29 00 68 51

Le responsable du projet doit être informé de l'ensemble des informations relatives à l'exécution du marché.

### **Coordination sécurité et protection de la santé**

A définir

### **Contrôle technique**

A définir

## **8.2. Echanges**

Les actes relatifs au marché seront notifiés par le maître d'ouvrage au titulaire par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), qui permet l'envoi de documents par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges, notamment les actes suivants :

- avenants ;
- ordres de service ;
- déclarations de sous-traitance.

Les délais mentionnés dans ces documents commenceront à courir à la date d'envoi horodatée de l'échange électronique.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre

de service dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

### 8.3. Identification du personnel du titulaire

Toute personne de l'entreprise titulaire, dès lors qu'elle intervient sur le site, devra obligatoirement porter un badge où seront clairement indiqués son nom et le nom de l'entreprise titulaire.

L'entreprise titulaire du marché fournira le nom de l'ensemble des personnes amenées à travailler sur le chantier avec leurs fonctions dans la société.

Les deux points ci-dessus sont valables pour l'entreprise titulaire ainsi que pour l'ensemble de ses sous-traitants.

### 8.4. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celle prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque que celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie, sur simple demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

### 8.5. Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

## 8.6. Devoir de conseil

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'Ifremer les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, et notamment d'information, à l'égard de l'Ifremer. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales. Les recommandations orales sont confirmées par un écrit transmis à l'Ifremer.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- partager avec l'Ifremer son expérience ;
- fournir à l'Ifremer tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations, et, notamment, prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Ifremer avant ou pendant la réalisation des prestations ;
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

## 8.7. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.

Quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

## 8.8. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

## 8.9. Clause environnementale

Dans le cadre du présent marché, le titulaire prendra soin de prendre des mesures appropriées pour limiter l'impact environnemental de son activité. Il prendra notamment les mesures environnementales appropriées pour réduire et valoriser les déchets produits lors de l'exécution de l'objet du marché. Tous les déchets produits et qui peuvent être recyclés doivent être collectés et acheminés vers des installations appropriées.

## 9. CONDITION D'EXÉCUTION SOCIALE DU MARCHÉ

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 et R.2111-10 du code de la commande publique en incluant dans le présent marché une **considération sociale obligatoire d'insertion par l'activité économique**. Pour l'exécution du marché, le titulaire du marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### 9.1. Publics éligibles

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

#### A.1 - Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adaptés ou protégés : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
  - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

#### A.2- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212- 13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi:- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

## 9.2. Conditions d'exécution

Il est demandé à l'entreprise attributaire du marché de proposer, pour l'exécution du marché, **au minimum une action d'insertion** dite « **Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel** » (PMSMP) qui favorise et permet la connaissance des métiers, la validation ou l'invalidation du projet professionnel du bénéficiaire, l'accès et/ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Ce travail se fera en collaboration avec le facilitateur désigné et le maître d'ouvrage.

*Objectifs :*

- a) Informer de manière concrète un public cible rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle sur les débouchés professionnels, les savoir-être et les savoir-faire des métiers relevant du secteur d'activité de l'entreprise attributaire.
- b) Informer un public ciblé sur les opportunités d'emploi et de formation dans ce secteur d'activité.
- c) Contribuer à travers ce temps d'information et de sensibilisation à la construction et/ou à la validation d'un projet professionnel du public.
- d) Sensibiliser à la mixité professionnelle dans les métiers liés au secteur de l'entreprise attributaire.

L'entreprise attributaire est invitée à proposer un **scénario d'accompagnement et d'accueil lors de la période de mise en situation professionnelle (PMSMP)**.

**L'entreprise attributaire prendra contact dans les 4 semaines suivant la notification du marché** avec le facilitateur désigné afin d'étudier avec lui la mise en œuvre de la ou des action(s) d'immersion en entreprise.

L'entreprise attributaire s'engage sur le plan social à accepter en cas de demande d'un opérateur de l'emploi à accueillir au minimum un(e) stagiaire pour une durée maximum de 15 jours dans le cadre d'un stage non rémunéré (PMSMP).

A l'issue de chaque PMSMP, le titulaire transmettra au facilitateur de la clause sociale une attestation de stage dûment établie.

La période de l'action d'insertion sera fixée en concertation avec le facilitateur dédié, l'entreprise attributaire et le maître d'ouvrage.

Le facilitateur de la clause sociale se chargera de mobiliser le public auprès des partenaires emploi- insertion-formation.

Le titulaire doit désigner en interne un interlocuteur dédié au suivi de la présente obligation. L'interlocuteur désigné devra coordonner le lien entre le facilitateur et l'entreprise attributaire, sur l'intégralité des actions liées à la présente considération sociale (signature CERFA PMSMP, tâches prévues, horaires, bilan de fin de stage...).

### 9.3. Intervention du facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement de la facilitatrice dont les coordonnées sont :

**Christelle AMBERLIN**

Coordonnatrice Régionale Clause d'Insertion Sociale Défis Emploi - Pays de Brest

1 rue Louis Pidoux 29200 Brest

Tel: 02..98.42.78.78 / 0.73.17.45.65

[coordinationregionale.clause@defisemploi.bzh](mailto:coordinationregionale.clause@defisemploi.bzh)

La facilitatrice a pour mission de :

- Informer et accompagner le titulaire dans la mise en œuvre de la considération sociale (finalité du dispositif, modalités de mise en œuvre, structures mobilisables...)
- Suivre l'exécution des engagements pendant l'exécution de la prestation
- Rendre compte au maître d'ouvrage de la mise en œuvre de la considération sociale.

## 10. RÉCEPTION DES TRAVAUX

Il est fait application de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG-Travaux, la réception des travaux n'est pas réputée acquise à l'expiration du délai de trente jours mentionné à l'article 41.1.2.

## 11. GARANTIES

Il est fait application de l'article 44 du CCAG-Travaux.



## **12. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ**

### **12.1. Augmentation du montant des travaux**

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître d'ouvrage.

### **12.2. Modification du marché**

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

### **12.3. Avenant de transfert**

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

## **13. MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE**

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur pourra passer un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **14. RÉSILIATION**

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour faute, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- La résiliation pour faute du titulaire pourra se faire aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le pouvoir adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.
- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

## **15. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS**

Le titulaire fournit à l'Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent ;

- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation, précisant la date d'embauche, la nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par les contrats d'assurances suivants :

- assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'objet et l'importance de la prestation.

La nouvelle attestation d'assurance en cours de validité doit être transmise à l'Ifremer dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d'échéance.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **16. RÈGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel siège le pouvoir adjudicateur : Tribunal administratif de Rennes, Hôtel Bizien, 3 Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex.

## **17. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

- L'article 2 déroge à l'article 4.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 4.2 complète l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 6 déroge aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 7 complète l'article 19 du CCAG-Travaux ;
- L'article 7.1 déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 8.2 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 10 déroge à l'article 41.1.3 du CCAG-Travaux ;
- L'article 12.1 déroge à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux ;
- L'article 14 complète le chapitre 7 du CCAG-Travaux.